

*Nakba. L'espulsione dei Palestinesi dalla loro terra*, Edizioni Ripostes, 1988, 259 p., cartes.

Dans la collection « Dossier Palestina » de la Fondation Lelio Basso pour le droit et la libération des peuples, le groupe de recherche milanais sur le Moyen-Orient contemporain a publié les résultats d'une longue recherche minutieusement documentée sur l'aspect qui a caractérisé, plus que tout, le processus de formation de l'État israélien : l'expulsion du peuple palestinien, plus précisément la *Nakba*. Malgré l'abondance relative de publications abordant le sujet, même si elles ne le traitent pas directement ou dans sa totalité, ce récent travail est une contribution fondamentale à la compréhension des événements qui se sont déroulés en Palestine entre 1947 et 1949, grâce surtout à l'importance de la documentation fournie. En fait, la recherche reconstitue (en passant en revue tout ce qui a été écrit sur la question) les lignes directrices de l'action politique et militaire sioniste destinée à « nettoyer » le territoire palestinien des autochtones.

L'essai de Guido Valabrega, la première partie du volume, est une mosaïque habilement composée d'autant d'éléments qu'il y a de demi-aveux de la part des sionistes (en majorité israéliens) : partisans et protagonistes de l'expulsion, diri-

geants politiques et militaires, simples soldats, espions et propagandistes, mais aussi archivistes, analystes, historiens et spécialistes de toutes disciplines qui ont mentionné, dans des journaux, des notes, des livres ou au cours de témoignages, des faits, des épisodes, des opérations militaires particulières, quelquefois même des ordres, des dispositions, des indications données ou des phrases prononcées par certains dirigeants sionistes en cette période cruciale. Une part importante de cette reconstitution provient de l'exploitation des notes de dirigeants sionistes de premier plan comme Ben Gourion, Rabin, Eban, etc. En plus des journaux et des émissions de radio, on a étudié le contenu d'ouvrages littéraires.

Mais au milieu de l'énorme masse de documents cités, et souvent analysés, les écrits du spécialiste israélien Benny Morris tranchent tout spécialement. Ils utilisent des documents d'archives du « service des nouvelles » (SHAI) des forces armées israéliennes. Valabrega utilise les informations de Morris, Heller, Garansky, etc., afin d'examiner également les concordances entre les plans d'expulsion et leur exécution sur le plan pratique. Il peut ainsi constater : *« Ce qui ressort à la lecture de ces textes, c'est comment, malgré les difficultés quotidiennes, les erreurs, les freins, etc., les militaires sionistes — puis israéliens — agissaient de concert avec leurs dirigeants politiques et leurs commandants. Ils étaient consentants pour faire ce qu'on leur ordonnait. Ainsi, malgré des retards et des incompréhensions, les desseins des politiciens et des hautes sphères militaires trouvaient immédiatement une écoute favorable de la part des troupes, exercées depuis longtemps à frapper la population palestinienne »* (p. 34).

L'étude énumère donc les étapes les plus marquantes des différents projets d'expulsion élaborés, en analysant les diverses hypothèses examinées alors par les dirigeants sionistes. Les projets du démographe italo-israélien Roberto Bachi, les discours publics de Ben Gourion, les conversations privées (attribuées à certains protagonistes) et les programmes des différents organes composant les organisations sionistes aident à définir ce que fut l'orientation des commandements militaires et politiques. Elle permet de vérifier ensuite, cas par cas, l'incidence effective de l'action militaire sur le phénomène d'exode de la population. Ainsi, la comparaison des sources israéliennes existantes permet au chercheur d'établir avec certitude l'existence d'ordres d'expulsion précis concernant non seulement les grandes villes (ce que plusieurs documents attestaient déjà), mais aussi de petits villages dont la population n'avait aucun moyen d'opposer une quelconque résistance. Comme exemple significatif, on a examiné le cas des habitants de Huj, petit village de Naqab (Néguev), expulsés sur ordre exprès du commandement militaire et qui n'ont plus jamais été autorisés à revenir. Ce fait est symptomatique non seulement de la politique d'expulsion de l'État israélien en construction mais de cette tendance à rendre irréversible le fait accompli. A ce propos, on a étudié, entre autres, le comportement des Israéliens à la conférence de Lausanne (1949), avec une attention toute particulière pour les notes que prenait Ben Gourion dans son journal, d'après ce que lui rapportait Moshé Sharett, Eliahu Sasson, etc. Même

en ce moment décisif et en de telles circonstances, toutes les possibilités de normalisation furent éludées systématiquement dans le but de rendre définitive l'expulsion des Palestiniens. La disponibilité qu'avaient les gouvernements arabes, avant et pendant la conférence, et plus particulièrement celle du gouvernement de Zaïm en Syrie, pour stabiliser la nouvelle assise politique de la région, en autorisant un nombre même symbolique de réfugiés à retourner chez eux, ne fut absolument pas prise en considération. Le 9 juillet 1949, Ben Gourion écrivait dans son journal : « *Selon l'opinion de Sasson, il n'y a aucun espoir de progrès à Lausanne... Sasson est convaincu qu'il n'y a pas de danger que les Arabes nous attaquent pour les 3 à 4 années à venir, même si pour autant la paix ne régnera pas. Les représentants des réfugiés (à Lausanne) font pression sur les Arabes pour qu'ils fassent la paix de façon à ce que leur problème soit réglé... Seul Zaïm a reconnu, au cours d'une conversation avec un journaliste suisse, qu'il voulait la paix avec Israël. Personnellement, je pense qu'il faut nous garder de cette déclaration...* » (Ben Gourion p. 993, dans *Nakba*, p. 63). Et en date du 14 juillet 1949 : « *Abba Eban est arrivé. Il ne voit pas la nécessité de viser l'objectif de la paix. Pour nous, l'armistice suffit ; en revanche, si nous désirions trop ardemment la paix, les Arabes nous demanderaient en échange les frontières ou les réfugiés, peut-être même les deux. Nous attendrons quelques années.* » (Idem, p. 993, dans *Nakba* p. 39). Valabrega commente : « *Premièrement, le choix de l'expulsion, deuxièmement, la décision de ne pas réintégrer les Arabes font penser que l'attitude des Israéliens en ce qui concerne cette question épineuse fut opposée à celle des États arabes d'alors. Sasson, selon nous, résume clairement tout ceci : exploiter le cas des réfugiés pour exercer une pression sur les États arabes, se servir du désir des Palestiniens de retourner dans leurs foyers pour jouer à relever le niveau des négociations avec les Arabes qui s'étaient lancés dans l'aventure palestinienne sans y avoir été préparés, qui avaient été vaincus sans s'être rendus* » (p. 66). L'expulsion est donc l'élément le plus important, le pilier sur lequel repose toute la politique du nouvel État colonial, elle a été réalisée avec une détermination et une constance qui faisaient abstraction des conséquences tant sur le plan régional que sur le plan international. Cette reconstruction des événements qui détruit les mythes de la propagande sioniste et philo-sioniste trouve une confirmation précise dans les documents de source israélienne ou palestinienne, qui constituent la seconde partie du volume dont s'est occupé Gilberto Gilberti, coordonnateur d'un groupe de travail.

Les témoignages rapportés, concernant l'ensemble des territoires occupés alors, évoquent le climat de terreur et de violence qui envahit le pays à cette époque. Cette terreur et cette violence amenant de terribles conséquences ont constitué l'élément permanent, et dont il faut tenir compte, de l'action militaire israélienne dirigée essentiellement à frapper la population palestinienne et à l'obliger à fuir. Les épisodes de violence individuelle, les meurtres gratuits, les viols et les pillages ont eux-mêmes leur utilité dans ce cadre de violence organisée ; ils ont donc été encouragés et exploités au même titre que les massacres mis au point dans les

bureaux, les incendies, les destructions de récoltes, les exécutions en masse d'habitants naïfs et de villageois isolés, au même titre que la propagation de fausses nouvelles dans les stations de radio sionistes diffusées en langue arabe qui incitaient la population à s'en aller, etc. Les témoignages des victimes donnent certes une idée de la violence subie, mais les aveux de ceux qui s'en sont rendus coupables sont encore plus révélateurs. Les paroles des Israéliens qui ont participé à cette orgie sanguinaire expliquent mieux que tout les distorsions mentales, le fanatisme aveugle et la haine de ceux qui ont mis en marche un mécanisme construit d'après une logique implacable. Pour compléter le tableau, une analyse détaillée des potentialités militaires sionistes, palestiniennes et arabes révèle que, d'une manière objective, les Palestiniens n'avaient aucune possibilité sérieuse de s'opposer efficacement au sort qui leur était réservé. Le rapport de forces entre Arabes et Israéliens était trop déséquilibré en faveur de ces derniers, sans parler du rapport entre les troupes armées palestiniennes et israéliennes qui était, lui, de 5 contre 1 000. Cependant, ceci ne constitue pas la donnée la plus importante. Il ressort clairement de la lecture de cet ouvrage un aspect de la *Nakba* qui en est un élément constitutif : la société palestinienne manque d'une structure politico-organisatrice au sens moderne (la puissance britannique d'occupation l'en a, pour une bonne part, empêchée). Cette carence est due, certes, à des obstacles concrets liés aux contingences, ainsi qu'à certaines structures socio-économiques, mais aussi aux intérêts particuliers de petits groupes et à leurs jeux de pouvoir.

Établi sur des rapports entre clans ou directement entre personnes, le groupe dirigeant qui a guidé le mouvement populaire d'opposition au colonialisme s'est montré incapable d'organiser la défense de l'existence nationale. La *Nakba* blesse profondément l'ensemble de la société palestinienne et balaye une civilisation. Les statistiques portant sur « les pertes humaines » illustrent l'ampleur de l'extermination. L'étude de « l'héritage perdu » fournit un tableau analytique de la population et du territoire, tandis qu'une enquête sociologique réalisée 40 ans plus tard, offre l'image d'une situation sociale qui se lézarde comme nulle part ailleurs dans le monde. Il s'agit, en fait, de toute une société autrefois regroupée sur le même territoire et unie par les mêmes liens culturels et sociaux, qui s'est par la suite désintégrée mais qui continue cependant à maintenir des éléments caractéristiques d'une identité propre. Et ceci de façon si déterminée qu'elle résiste aux différents contextes historiques et sociaux dans lesquels vivent les Palestiniens. C'est pourquoi ces derniers continuent, d'une part, à revendiquer leur identité, et, d'autre part, à réclamer des droits — politiques — à travers lesquels une telle identité peut et doit s'exprimer (p. 249).